

hebdomadaire

n° 3022 • 1,30 euro •

de la Confédération Générale du Travail Force Ouvrière,
fondé pendant la guerre sous le titre de
RÉSISTANCE OUVRIÈRE.

Directeur de la publication: J-C Mailly

141, avenue du Maine, 75680 Paris Cedex 14

Tél.: 01 40 52 84 55 - Fax: 01 40 52 82 02

Mail: fohebdo@force-ouvriere-hebdo.fr

FORCE Ouvrière

IKEA: LE KIT DE L'ESPIONNAGE

Le géant suédois est accusé d'avoir récupéré des données confidentielles sur plusieurs de ses salariés et de ses clients. Une plainte a été déposée et une enquête préliminaire est en cours (lire page 3).

AGIR événements

Grâce à la mobilisation de FO, la prime annuelle, que les patrons des hôtels-café-restaurants (HCR) voulaient supprimer, est finalement maintenue.

Lire page 5

Les syndicats allemands réclament 6,5% d'augmentation des salaires, dans la métallurgie comme dans les services publics.

Lire page 7

La compagnie de charters Air Méditerranée propose à ses salariés le reclassement au sein d'une filiale grecque avec une baisse de salaire de 30%.

Lire page 8

Deux suicides en une semaine. Le climat est de plus en plus lourd à La Poste où les réorganisations se succèdent au pas de charge.

Lire page 9

**ABATTOIRS: L'ARBRE
QUI CACHE LA FORÊT**

Lire l'éditorial page 4

DOSSIER en pages centrales

Sommeil, travail, repas, loisirs, télévision ou tâches domestiques. La journée type d'un Français est une succession de moments particuliers que l'INSEE a chiffrés.

SAVOIR pratique

La Cour de cassation vient de fixer les modalités d'appréciation des sept critères légaux qui déterminent la représentativité syndicale.

Lire page 13

MONTRER enquête

À l'heure où la direction d'ArcelorMittal prolonge l'arrêt d'activité de l'usine de Florange jusqu'en juin, les sidérurgistes du site se mobilisent tous azimuts.

Lire pages 17 à 20



Photos FO Hebdo/S. Fortin





L'éditorial de Jean-Claude Mailly

ABATTOIRS: L'ARBRE QUI CACHE LA FORÊT

Alors que la campagne électorale s'échine sur certains points comme celui de la viande halal, avec des sous-entendus ou déclarations pour le moins maladroites voire dangereuses, il est, là encore, important que l'arbre ne cache pas la forêt.

La République est une république laïque, ce qui nécessite en particulier une séparation des Églises et de l'État*, une séparation des sphères publiques et privées, un respect de la liberté de conscience. De ce point de vue, seule la laïcité permet en la matière une réelle liberté.

S'agissant plus particulièrement du travail dans les abattoirs, travail faisant partie des travaux dits pénibles, force est de constater que les critères économiques pèsent de plus en plus, y compris sur les méthodes d'abattage.

Si aujourd'hui la part des animaux égorgés est plus importante qu'auparavant, ce n'est pas pour des raisons religieuses mais pour des raisons économiques: ce mode d'abattage est moins coûteux, donc plus rentable.

Toujours s'agissant de ce secteur, les pouvoirs publics feraient mieux de s'assurer que les règles sanitaires sont encore respectées. Or rien n'est moins sûr. Il y a un an, nous avons bloqué (c'était une conséquence d'une mesure RGPP) l'expérimentation de l'autocontrôle pour les abattoirs porcins, en lieu et place des services vétérinaires compétents de l'État. Nous l'avons notamment empêché en expliquant les risques sanitaires et en rappelant les conséquences de cette mesure mise en œuvre en Grande-Bretagne il y a dix ans sur les bovins. Pour autant, le 10 février dernier a été publié un décret du Premier ministre expérimentant l'autocontrôle par les entreprises avicoles et cunicoles (volailles et

lapins). De fait, les effectifs des services vétérinaires ont fondu (-10% au niveau national, -50% même dans certains départements) et la régionalisation des services de l'État a éloigné les missions du terrain.

De telles dérives risquent de porter atteinte à la sécurité sanitaire et sont inacceptables, c'est une preuve de plus que la RGPP ne détruit pas seulement des emplois, elle détruit aussi des missions de service public, elle peut porter atteinte à la vie des citoyens. Il est plus facile de faire porter le chapeau à d'autres qu'à la RGPP.

Là comme ailleurs, les questions tant pratiques que de fond doivent être explicitées. Disons-le encore une fois, «quand le doigt montre la lune, l'imbécile regarde le doigt».

* Par exemple pour que les fonds publics ne soient attribués qu'à l'école publique.

S O M M A I R E

AGIR

Page 3

Enquêtes: Ikea: l'espion qui venait du froid?
Interview croisée, MM. Yassine Yakouti et Sofiane Hakiki, avocats de l'Union départementale FO de Seine-Saint-Denis: «Les colonnes de la démocratie sont ébranlées».

Page 4

Abattoirs: l'arbre qui cache la forêt, par Jean-Claude Mailly.

Page 5

Interpro: FO signe l'accord sur la modernisation du paritarisme.
Contrat d'avenir: Hôtellerie-restauration: la prime annuelle est maintenue.

Page 6

Enseignement: Évaluation, postes, le bras de fer continue.

Bouches-du-Rhône: Le SNUDI FO monte au créneau pour sauver postes et classes.

Page 7

Salaires: Les syndicats allemands passent à l'offensive.
Révolte: Impressionnante grève générale en Inde.

Page 8

Transport aérien: Air Méditerranée pilote des contrats grecs à salaires réduits.
Transports: La reprise du Sernam sacrifie la moitié des emplois.

Page 9

Réforme de l'État: Les établissements publics bientôt régents par les préfets?
Privatisation: La Poste continue de dégraisser.

Page 13

Les droits:
Appréciation des critères de représentativité: du nouveau.

Page 14

Le chiffre de la semaine.
Les chiffres utiles.
Consommation:
Acides gras: les trans manquent de transparence.

Page 15

La casse industrielle:
La longue agonie de la sidérurgie française.
Parution > La rédaction vous signale.
Voix de presse:
Plus de crise, plus de milliardaires.

Page 16

Une sélection de livres.
Théâtre: À l'Ouest, ma petite famille connaît la crise.

Pages 17 à 20

Hauts-Fourneaux de Lorraine:
Rallumer le feu! Quarante-huit heures avec les sidérurgistes de Florange.

DOSSIER

Pages 10 et 11

INSEE: 24 heures chrono en version française.

Force Ouvrière hebdomadaire

Secrétaire confédéral chargé de la presse:
Y. Veyrier (8460)
Tél.: 0140528455 - Fax: 0140528471
Rédacteur en chef: D. Rousset (8455)

Réalisation: D. Hingant (8464),
F. Blanc (8466), O. Le Trouher (8465)
Révision: M.-P. Hamon (8468)
Contrat de travail: S. Fortin (8463)
Emploi: C. Girard (8469)
Économie: M.-L. Schissel (8458)

Santé, retraite: F. Lambert (8456)
Services: C. Josselin (8476)
État, fonction publique: V. Forgeront (8457)
International: E. Salamero (8459)
Service photos: G. Ducrot (8467)
Service abonnement: V. Rigaut (8233)

Faire précéder les n° de téléphone entre parenthèses par 01 40 52.

Mail: fohebdo@force-ouvriere-hebdo.fr

Imprimé par RPN, Livry-Gargan - 1^{er} trim. 2012
Commission paritaire: 0911S05818

Cumulatif

LES DROITS

Audience

Effectifs

Représentativité

Les bouleversements introduits par la loi de 2008 sur la représentativité ont été abondamment commentés, mais on ne savait pas encore comment les juges se devaient d'apprécier les critères de cette représentativité. C'est

désormais chose faite avec cet arrêt de la Cour de cassation qui estime que les sept critères, bien que tous nécessaires, ne doivent pas être appréciés de la même manière.

APPRÉCIATION DES CRITÈRES DE REPRÉSENTATIVITÉ: DU NOUVEAU

Encore un arrêt qui figurera au rapport annuel de la Cour de cassation! Cet arrêt, rendu le 29 février dernier, fixe les modalités d'appréciation des critères légaux qui déterminent la représentativité syndicale. (Cass. soc., 29 février 2012 n°11-13748 FS-P+B+R)

On sait que depuis la loi de 2008, la représentativité syndicale dans l'entreprise est appréciée à partir de plusieurs **critères cumulatifs**, énumérés par l'article L. 2121-1 du Code du travail:

- le respect des valeurs républicaines;
- l'indépendance;
- la transparence financière;
- l'ancienneté d'au moins deux ans dans le champ professionnel et géographique couvrant le niveau de négociation;
- l'audience électorale d'au moins 10%;
- l'influence, prioritairement caractérisée par l'activité et l'expérience;
- les effectifs d'adhérents et les cotisations.

Alors qu'avant la loi de 2008, les juges appliquaient une pondération entre les différents critères, on se demandait si, avec la nouvelle exigence de critères cumulatifs posée par l'article L. 2121-1 du Code du travail, tous les critères n'allaient pas être placés sur un même pied d'égalité. Non a répondu la Cour de cassation. Certes tous les critères doivent être remplis, mais certains seront appréciés de manière autonome et d'autres de manière globale. «Si les critères de représentativité syndicale posés par l'article L. 2121-1 du Code du travail doivent être tous réunis pour établir la représentativité d'un syndicat, ceux tenant au respect des valeurs républicaines, à l'indépendance et à la transparence financière doivent être satisfaits de manière autonome.» En revanche, «les critères relatifs à l'influence prioritairement caractérisée par l'activité et l'expérience, aux effectifs d'adhérents et aux cotisations, à l'ancienneté dès lors qu'elle est au moins égale à deux ans et à l'audience électorale dès lors qu'elle est au moins égale à 10% des

suffrages exprimés, doivent faire l'objet d'une appréciation globale».

L'affaire concernait un syndicat ayant obtenu 16,13% des suffrages au premier tour des élections au comité d'entreprise. S'estimant représentatif, il désigne un délégué syndical d'établissement et un délégué central. Les désignations sont alors contestées par l'employeur et le tribunal d'instance de Bastia annule les désignations, estimant que le syndicat n'est pas représentatif. Le tribunal d'instance considère en effet que tous les critères de représentativité exigés par la loi doivent être appréciés de manière autonome et qu'en l'occurrence, malgré l'audience électorale, les critères d'influence, de transparence financière et de nombre d'adhérents n'étaient pas suffisants. En l'espèce, le tribunal relève, s'agissant de l'influence, que les actions menées par le syndicat l'avaient été conjointement avec d'autres organisations syndicales, qu'elles n'étaient pas spécifiques puisqu'elles intéressaient tous les établissements de l'entreprise. Le tribunal relève également que le nombre d'adhérents n'était que de trois pour 211 inscrits sur les listes électorales de l'établissement. Et enfin, s'agissant de la transparence financière, les ressources de syndicat étant comprises entre 2000 et 230 000 euros, celui-ci aurait dû établir, ainsi que l'exige l'article D 2135-3 du Code du travail, non seulement un bilan et un compte de résultat mais encore une annexe simplifiée. Pour les magistrats corses, le critère de la transparence financière n'était donc pas rempli.

La chambre sociale de la Cour de cassation annule intégralement le jugement et fixe du même coup une grille d'appréciation, une sorte de mode d'emploi, des critères de représentativité. Tout d'abord, la Cour de cassation indique clairement que tous les critères de l'article L. 2121-1 du Code du travail doivent être remplis (ce qui signifie qu'obtenir 10% aux élections n'est pas suffisant pour être jugé représentatif).

Ce principe étant posé, la Cour de cassation constitue deux grandes catégories de critères:

✓ La catégorie des critères qui s'apprécient de manière autonome. Il s'agit du respect des valeurs républicaines, de l'indépendance et de la transparence financière. Ces trois critères s'apprécient donc isolément, ce qui signifie que si l'un de ces critères n'est pas rempli, le syndicat peut voir sa représentativité remise en question.

✓ La catégorie des critères qui s'apprécient globalement.

Les juges doivent apprécier globalement les critères relatifs à l'influence, prioritairement caractérisée par l'activité et l'expérience, aux effectifs d'adhérents et aux cotisations, à l'ancienneté (dès lors qu'elle est au moins égale à deux ans) et à l'audience électorale (dès lors qu'elle est au moins égale à 10% des suffrages exprimés). Cela signifie en clair que si un syndicat a obtenu 10% aux élections et qu'il a deux ans d'ancienneté, la faiblesse de son nombre d'adhérents ou de son influence (de son activité notamment) pourra être compensée par son audience. En l'espèce, la Haute juridiction a estimé que le critère de l'influence et celui afférent au nombre d'adhérents auraient dû «faire l'objet d'une appréciation globale avec l'ancienneté du syndicat, qui était au moins égale à deux ans, et avec l'audience électorale, qui était de 16,13%». Le tribunal d'instance aurait dû rechercher si le niveau d'audience et d'ancienneté ne compensait pas le faible nombre d'adhérents. Par cet arrêt, la chambre sociale de la Cour de cassation incite les juges à effectuer une pondération entre certains critères de représentativité. Enfin, dernier apport, et non des moindres, de cet arrêt: les syndicats peuvent faire la preuve de leur transparence financière par tous moyens.

S'agissant de l'appréciation du critère autonome de la transparence financière, lequel est destiné à permettre aux syndicats de justifier de l'origine

de leur financement, l'arrêt précise que «les documents comptables dont la loi impose la confection et la publication ne constituent que des éléments de preuve de la transparence financière, leur défaut pouvant dès lors être suppléé par d'autres documents produits par le syndicat et que le juge doit examiner». Le défaut de production de l'annexe simplifiée prévue à l'article D 2135-3 du Code du travail ne suffit donc pas à considérer que le critère de transparence n'est pas rempli. Ce document n'est pas une condition de la transparence financière. Le juge doit se prononcer sur ce critère au vu de tout autre document produit par le syndicat, à savoir, ici, le bilan, le compte de résultat, les livres comptables mentionnant chronologiquement le montant et l'origine des ressources perçues et des dépenses effectuées depuis 2008, ainsi que l'ensemble des relevés bancaires. Les précisions qui viennent d'être apportées par la Cour de cassation sont d'une extrême importance pour prouver sa représentativité dans l'entreprise.

FS

Initiales indiquant la composition de la chambre rendant l'arrêt. FS pour formation de section (9 à 15 magistrats), FP pour plénière, F ou FR pour restreinte (le président, le doyen et le conseiller rapporteur).

PBR

Abréviations concernant la publication d'un arrêt. P: dans le Bulletin de la Cour de cassation; B: dans celui d'information bimensuel de la Cour de cassation, pour informer rapidement les magistrats; et R: dans le Rapport annuel de la Cour de cassation, indiquant une forte portée doctrinale.

CRITÈRES CUMULATIFS

Exigent que tous soient remplis. Un seul est par exemple nécessaire, mais pas suffisant.

Les chiffres font partie de la vie quotidienne et nous sommes aujourd'hui noyés sous une quantité impressionnante de données et de statistiques. Difficile de se retrouver dans ce dédale. C'est pourquoi *Force Ouvrière hebdomadaire* vous informe régulièrement de l'évolution de certains de ces repères précis.

LE SMIC

Depuis le 1^{er} janvier 2012:
9,22 euros l'heure,
soit **1 398,37 brut**
par mois
pour 151,67 heures.

FONCTIONNAIRES

Minimum de traitement
dans la fonction publique:
depuis le 1^{er} janvier 2012:

1 398,35 euros brut.

Plafond mensuel
de la Sécurité sociale
du 1^{er} janvier
au 31 décembre 2012
3 031 euros.

ASSURANCE- VIEILLESSE

Allocation de solidarité aux
personnes âgées (ASPA)
(Anciennement «Minimum vieillesse»)
Au 1^{er} avril 2011:

8 907,34 euros par an
pour une personne seule
(742,27 euros par mois)
14 181,30 euros par an
pour un couple

Minimum contributif majoré:
7 974,55 euros par an
pour une personne seule
(soit **664,54 euros** par mois).

Médecine conventionnée (tarifs secteur 1)

Au cabinet du médecin
omnipraticien:
23,00 euros
Au cabinet du médecin
spécialiste:
25,00 euros.

LE . CHIFFRE . DE . LA . SEMAINE

3,9

En 2009 et pour la première fois en trente ans, le taux de mortalité infantile (décès avant un an) a augmenté en France, atteignant 3,9 pour mille contre 3,8 l'année précédente. Au classement européen en la matière, le pays est ainsi passé du septième rang en 1999 au vingtième, sur trente, en 2009, indique un rapport de la Cour des comptes sur la politique périnatale, publié le 8 février dernier. Ce dernier souligne que, en revanche, la «mortalité infantile poursuit sa baisse dans d'autres pays européens». La Cour note également que, même si le «manque de suivi pendant la grossesse accroît les risques pour la mère et pour l'enfant», le pourcentage de femmes ayant déclaré leur grossesse après le premier trimestre a augmenté pour la première fois depuis 1995, passant de 4,9% en 2003 à 7,8% en 2010. Selon la DARES (Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques), «cette évolution pourrait être liée à la dégradation de la situation sociale de certaines femmes».

COTISATIONS SOCIALES, EN POURCENTAGE DU SALAIRE BRUT

CSG: 7,5% depuis le 1^{er} janvier 1998 (au lieu de 3,4%) et sur 98,25% du salaire depuis le 1^{er} janvier 2012.

CRDS⁽¹⁾: 0,5% depuis le 1^{er} février 1996 et sur 98,25% du salaire depuis le 1^{er} janvier 2012.

SÉCURITÉ SOCIALE

Assurance-maladie: 0,75%
Assurance-vieillesse: 6,65%
Assurance-vieillesse dé plafonnée: 0,10%

ASSURANCE-CHÔMAGE

● Cotisation ASSEDIC
Tranches A et B 2,40%

APEC⁽²⁾ 0,024%

RETRAITES COMPLÉMENTAIRES

● ARRCO (Taux minima obligatoires)
Non-cadres tranches A et B
et cadres tranche A: 3%
● AGIRC
Cadres tranches B et C: 7,70%
● Cotisation AGFF
Tranche A⁽³⁾ 0,80%
Tranche B⁽⁴⁾ 0,90%

1) Contribution au remboursement de la dette sociale.
2) Association pour l'emploi des cadres.

3) Tranche A: dans la limite du plafond de la Sécu.
4) Tranche B: entre 1 et 4 fois le plafond de la Sécu.

ALLOCATIONS FAMILIALES

2 enfants: 125,78 €
3 enfants: 286,94 €
Par enfant en plus: 161,17 €

Majoration pour âge
des allocations:
35,38 € de 11 à 16 ans
et 62,90 € après 16 ans.

Pour vos enfants nés après
le 30 avril 1997, vous ne
recevrez pas ces deux ma-
jorations; vous recevrez
une majoration de 62,90 €
à partir du mois suivant
leur 14^e anniversaire.

CHÔMAGE

L'allocation doit s'élever à
27,66 euros par jour au
minimum, mais ne peut
dépasser 75% du salaire
journalier de référence
(salaire des douze mois qui
ont précédé la rupture du
contrat de travail).

INDICES DES PRIX À LA CONSOMMATION (INSEE)

JANVIER 2012 DU 31/01/2011 AU 31/01/2012 DU 01/01/2012 AU 31/01/2012

-0,4%

+2,3%

-0,4%

INDICE DE RÉFÉRENCE DES LOYERS

4^e trimestre 2011, l'indice de référence des loyers atteint 121,68 – évolution sur un an: + 2,11%

L'article 9 de la loi n° 2008-111 du 8 février 2008 a modifié l'indice de référence des loyers. Le nouvel indice correspond à la moyenne, sur les douze derniers mois, de l'indice des prix à la consommation hors tabac et hors loyers.

CONSOMMATION

ACIDES GRAS: LES TRANS MANQUENT DE TRANSPARENCE

On déniché des acides gras trans (AGT) dans les aliments sous l'appellation «huiles partiellement hydrogénées». Quand elle y figure car cet étiquetage n'est pas obligatoire en France. Malgré le projet européen actuellement en cours de préparation. Malgré l'interdiction de leur utilisation dans les restaurants et les plats à emporter en Californie. Malgré sa réglementation au Canada et au Danemark depuis plus de six ans... Les «trans», ce sont des corps gras d'origine végétale ou animale, qui existent à l'état naturel, provenant notamment des ruminants (viande ainsi que produits laitiers et dérivés), mais qui sont également produits industriellement. Au-delà d'un pourcentage

dépassant 2% de l'apport calorique total, l'OMS recommandant même de ne pas dépasser 1%, il y a une hausse du mauvais cholestérol (déposé sur les parois des artères par les LDL, lipoprotéines de petite densité) et une baisse du bon (amené au foie, qui l'élimine, par le biais des HDL, lipoprotéines à haute densité), d'où le danger d'augmentation des risques cardiovasculaires, mis en évidence dès 1997 par une étude anglo-saxonne. On accuse également les trans de favoriser le cancer du sein. En 2008, une étude épidémiologique, menée par l'Inserm et l'Institut Gustave-Roussy, a fait apparaître un quasi doublement du risque chez les femmes ayant des taux sanguins élevés d'acides gras

trans, tels que ceux que l'on trouve en abondance dans l'alimentation industrielle: produits manufacturés, pains industriels, viennoiserie, gâteaux, chips, pâtes à pizzas, margarines *low cost*... On les obtient par la technique de l'hydrogénation, qui permet de passer du liquide au solide (huile de soja, de palme...) en changeant l'ordonnement des molécules d'acides gras insaturés. Ce qui permet des coûts moindres, une meilleure conservation (intéressante pour les transports en conteneurs sur de longues distances), et entraîne plus de risques pour la santé.

AFOC Contactez l'AFOC de votre département – toutes les coordonnées sur afoc.net – ou l'AFOC nationale, du lundi au vendredi de 9h30 à 12h30 (tél.: 01 40 52 85 85).